



Le coût pour les États Unis du soutien inconditionnel à Israël 1/4

Par [René Naba](#)

Mondialisation.ca, 05 janvier 2023

[madaniya.info](https://www.madaniya.info)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et
Afrique du Nord](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Analyses: [PALESTINE](#)

<https://www.madaniya.info/> consacre un dossier en 4 volets aux relations spéciales entre les États-Unis et Israël à l'occasion du 75^{ème} anniversaire de la reconnaissance de l'État Hébreu par le président Harry Truman. Les États Unis ont été le premier pays à avoir reconnu l'État d'Israël, en 1948, et James Mc Donald, un proche conseiller du président Truman, a été le premier ambassadeur américain à présenter ses lettres de créance au gouvernement israélien. L'État-major américain avait pourtant prédit que la stratégie sioniste viserait à impliquer les États Unis dans une série d'opérations de plus en plus vaste de manière à réaliser le plus grand nombre d'objectifs juifs.

George Marshall: La Palestine sous tutelle ou sous administration de l'ONU.

Le 12 Mai 1948, l'année du désastre de la Palestine (An Nakba), une réunion tripartite s'est tenue au Bureau Ovale de la Maison Blanche groupant le président Harry Truman, le général George Marshall, secrétaire d'état, et M. Clark Clifford, conseiller présidentiel, que le président démocrate a convié afin de plaider la cause de la reconnaissance d'Israël par les États Unis.

George Marshall, ancien chef d'état major interarmes des États Unis qui a conçu le plan de la reconquête alliée de l'Europe de l'Allemagne nazie durant la II^{me} Guerre mondiale, par ailleurs auteur du fameux « Plan Marshall » chargé de financer la reconstruction de l'Europe, était considéré par le président Truman comme « le plus grand américain vivant ».

Mais, en dépit de l'admiration que le président lui vouait, George Marshall était opposé à la reconnaissance d'Israël sur la terre de Palestine.

Harry Truman a préféré préserver ses chances de réélection pour un 2^e mandat aux intérêts à long terme des États Unis. « Les Juifs constituent un bloc électoral important et vont appuyer la demande de reconnaissance », a plaidé Clark Clifford auprès de George Marshall.

La réunion s'est terminée dans un climat de grande tension. George Marshall, furieux, lâchera, à sa sortie de la Maison Blanche: « Si je devais voter lors de la prochaine élection, je voterai contre le président ».

Les journalistes, présents devant la Maison Blanche, en ont déduit que Marshall pensait que

Harry Truman songeait à sacrifier la sécurité des États-Unis pour récolter le vote d'une fraction de suffrages des Américains, sans faire la liaison avec la question de la reconnaissance d'Israël.

Entre la fin de la 2^{me} Guerre mondiale, et la réunion du 12 Mai 1948, soit en près de trois ans, l'État-Major interarmes des États Unis avait publié 16 études sur la question de la Palestine; une compilation parue le 31 Mars 1948 sous le titre « History State 1948, les nécessités de la puissance pour la puissance ».

L'État-Major américain avait prédit que la stratégie sioniste viserait à impliquer les États Unis dans une série d'opérations de plus en plus vaste de manière à réaliser le plus grand nombre d'objectifs juifs.

Selon l'état-major, les principaux objectifs étaient les suivants:

- Affirmer la souveraineté juive sur une partie de la Palestine
- Obtenir la reconnaissance par les grandes puissances du droit à l'immigration illimitée des juifs de la diaspora vers Israël
- Étendre ensuite la souveraineté juive sur la totalité de la Palestine et « élargir la terre d'Israël vers la Transjordanie (La Jordanie actuelle), ainsi qu'à une partie du Liban et de la Syrie.

Ce n'était pas la première fois que l'État-major américain faisait part de ses appréhensions. Ainsi, en 1947, un rapport américain mettait en garde contre le fait que « la décision de partage de la Palestine soutenue par les États-Unis était de nature à porter préjudice aux intérêts stratégiques américains au Proche et au Moyen Orient au point que les États-Unis devaient faire usage de la force pour préserver leur influence dans la zone ».

Le site «History State 1948» publie en outre un condensé des notes adressées par George Marshall à Harry Truman consignnant les préoccupations du secrétaire d'état déduites d'ailleurs, selon lui, du comportement des Juifs à l'égard des Arabes dans les territoires arabes.

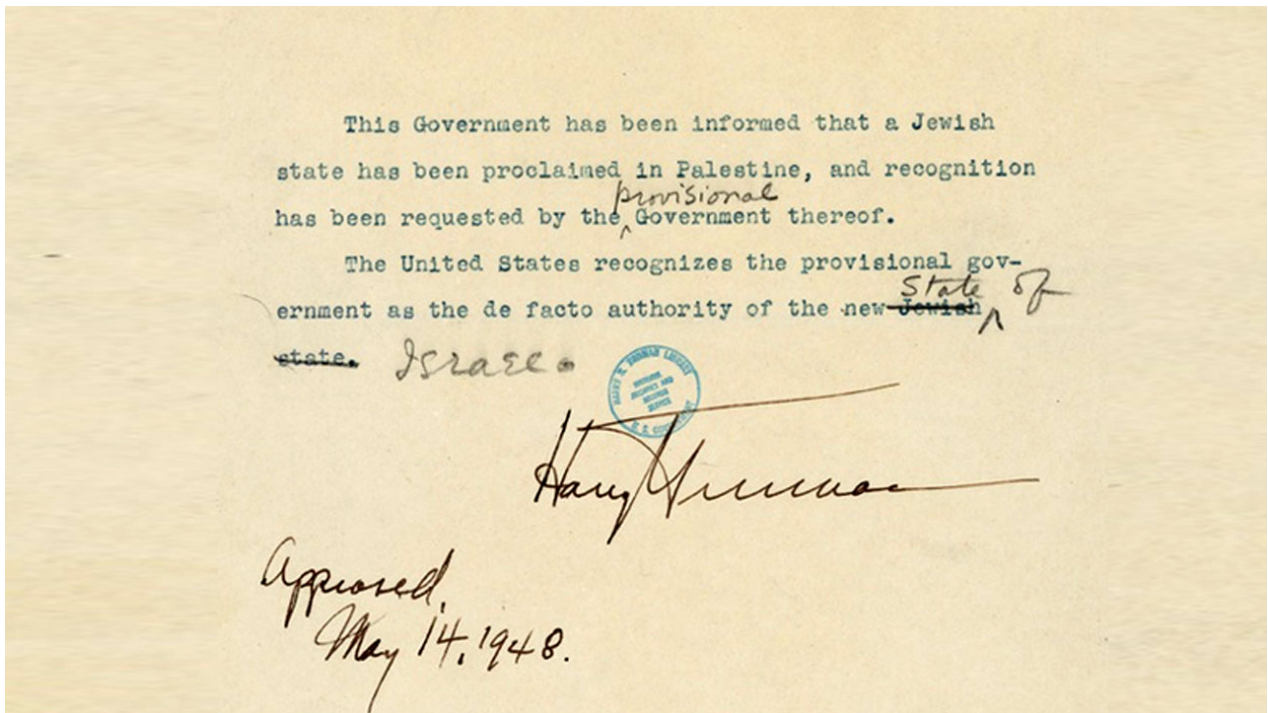
En ce qui concerne la Palestine, George Marshall a marqué sa préférence pour le «régime de la tutelle» ou son «placement sous l'administration de l'ONU», un régime qui favoriserait une coexistence entre Arabes et Juifs.

Il estimait que la Reconnaissance de Jure d'Israël était «inoportune et prématurée en ce qu'elle allait exacerber les pays arabes en rendant difficile le fait qu'ils fassent des concessions au Comte Folke Bernadotte, émissaire de l'ONU en Palestine qui s'employait à obtenir des concessions d'eux en vue d'une solution juste de la question palestinienne».

Le Comte Bernadotte (Suède) a été assassiné le 17 septembre 1948 à Jérusalem par des membres du groupe terroriste juif sioniste LEHI.

«Les pays musulmans aux Nations Unies vont fortement réagir à une décision prématurée en faveur d'Israël. En conséquence, les États Unis et les pays occidentaux vont rencontrer des difficultés supplémentaires sur d'autres sujets importants soulevés dans l'enceinte de l'ONU», fait valoir le secrétaire d'État.

En conclusion George Marshall recommande de s'abstenir d'une reconnaissance de jure d'Israël dans l'intérêt bien compris des États Unis.



La question palestinienne est une «question tragique»

Deux semaines auparavant, George Marshall avait adressé à Harry Truman un mémorandum sur la visite de l'émissaire américain en Israël, MacDonald, estimant que «le règlement de la question palestinienne ne saurait se faire par la violence en faisant valoir que la question palestinienne est une +«question tragique»+».

Que «les dirigeants israéliens risquent de se livrer à des comportements dangereux s'ils s'imaginaient régler cette question tragique de manière brutale et sans que cela ne retienne l'attention de l'opinion publique internationale».

En résumé, la position de George Marshall s'articulait autour de trois considérations:

- La reconnaissance d'un État juif allait exacerber la colère des États arabes.
- La reconnaissance d'un État juif va compliquer le règlement de nombreux problèmes tant au dans le cadre des Nations Unies qu'auprès de l'opinion publique internationale.
- Le règlement de la question palestinienne par la violence va barrer la voie à un règlement pacifique.

«IL EST DANS L'INTÉRÊT DES JUIFS DE RENONCER À LA RECONNAISSANCE DE JURE», conclut-il.

Ainsi George Marshall était opposé au plan de partage de la Palestine et recommandait vivement de ne pas reconnaître Israël. Il fut accusé alors d'être antisémite.

Mais George Marshall est-il «antisémite» ou simplement «visionnaire», selon l'expression de l'ancien commandant en chef du Centcom, le général Joseph Paul Hoar (1988-1990).

«L'obstination israélienne peut coûter la vie à des Américains», a soutenu le général américain chargé de l'arc de crise, à l'appui de son affirmation.

Le Centcom (Central Command ou commandement central) est le maillon intermédiaire du

dispositif stratégique américain faisant la jonction entre l'Otan (Atlantique) et l'Otase (Asie Pacifique). Son siège est au Qatar, auparavant en Floride. Sa zone de compétence s'étend de l'Afghanistan au Maroc.

L'Obstination israélienne peut coûter la vie à des Américains: L'article de Marc Perry en date du 13 avril 2010.

En date du 13 avril 2010, dans la foulée de la visite en Israël de Joe Biden, alors vice-président du président démocrate Barack Obama, la revue Foreign Policy, publiait sous la plume de Mark Perry, intitulé «les réserves du Général David Petraeus: Placer Joe Bien dans l'embarras n'est pas la question», relatant les faits suivants:

«Le 16 janvier 2010, un groupe d'officiers du CentCom et des responsables américains dans le domaine la sécurité opérant au Moyen Orient ont fait un exposé sur le conflit israélo-palestinien au collectif des officiers du Joint American Staff réunis sous la présidence de l'amiral Michael Mullen, chef d'état-major interarmes de 2007 à 2010.

Le groupe d'officiers avait été mandaté par le général David Petraeus pour faire part de l'inquiétude du CentCom devant l'absence de règlement du conflit israélo-palestinien. David Petraeus, ancien commandant de la coalition militaire en Irak (2007-2008), ancien commandant de la Force Internationale d'Assistance en Afghanistan (2010-2011, a été directeur de la CIA (2011-2012).

L'exposé concluait sur le fait que «les Arabes étaient désormais convaincus que les États Unis n'étaient pas en mesure de brider Israël dans la moindre action et qu'en conséquence les Arabes commençaient à perdre confiance dans les États Unis et ses promesses... L'obstination israélienne dans le conflit israélo-palestinien paralyse le rôle des États Unis et sa posture régionale. Non seulement les États Unis sont devenus faibles aux yeux des Arabes, mais la position militaire américaine va en s'affaiblissant, en dépit de la présence de centaines de milliers de soldats américains dans la zone».

L'exposé des officiers du CentCom fait l'effet d'une bombe sur la Maison Blanche

Selon Marc Perry, «l'exposé du CentCom a fait l'effet d'une bombe sur la Maison Blanche. L'administration Obama a alors dépêché l'Amiral Michael Mullen auprès du général Gabi Ashkenazi, chef d'état-major israélien (2007-2008), parallèlement à la visite de Joe Biden en Israël.

Le vice-président américain a transmis au premier ministre israélien Benyamin Netanyahu la substance de l'entretien Mullen-Askénazi, soulignant que «les choses sont devenues graves pour nos forces combattantes en Irak, en Afghanistan et au Pakistan; Cela nous expose et expose la sécurité régionale au danger. Marc Perry estime que le message américain a été d'«une parfaite clarté».

Alors que les commentateurs inclinaient à penser que la visite de Joe Biden en Israël avait provoqué une modification des rapports entre Israël et les États Unis, le fait est que le véritable changement dans les relations israélo-américaines est intervenu en janvier 2010 lorsque David Petraeus a adressé un clair avertissement au Pentagone, via la délégation des officiers du CentCom, un message qui se résumait en ces termes: «La relation entre Israël et les États Unis sont importantes, mais pas plus importantes que la vie des soldats

américains».

Israël enflamme l'Asie occidentale face aux États-Unis

La délégation du CentCom auprès de la hiérarchie suprême militaire américaine paraissait consciente, dans son exposé, du rapport existant entre le conflit israélo-palestinien, d'une part, et des conflits en Irak, en Afghanistan et en Syrie, d'autre part. Elle reconnaissait, implicitement, que la question palestinienne et des territoires arabes occupés ne sauraient retrouver le calme avec la présence sioniste.

Elle suggérait implicitement en outre que la résistance armée ne se pratiquait pas exclusivement contre l'occupation israélienne, mais également contre ceux qui soutiennent, financent et arment Israël et lui assurent une couverture internationale afin de poursuivre la colonisation du territoire palestinien.

Ce fait avait déjà été mentionné par Georges Marshall, secrétaire d'état de Harry Truman, en 1948, dans ses mémoires, en prophétisant que l'état juif allait, à l'avenir, constituer un «casse tête» pour la politique américaine: «La stratégie sioniste va viser à impliquer les États Unis dans une série d'actions de plus en plus approfondies et vastes en vue de réaliser le plus grand nombre d'objectifs juifs».

L'opération Saif Al Qods (L'épée de Jérusalem)

Les Américains ont commencé à en prendre conscience dans l'opération Saif Al Qods. L'embrasement entre Israéliens et les forces coalisées palestiniennes de l'enclave de Gaza, en Mai 2021, s'est produit à la suite de la décision des autorités d'occupation israélienne de déloger des résidents palestiniens d'un quartier de Jérusalem en vue de lui substituer une population israélienne. Elle s'est soldée par un désastre, en termes d'image pour Israël, en raison de l'audacieuse riposte balistique palestinienne qui a réussi à entraver la navigation aérienne israélienne pendant 48 heures.

Pour aller plus loin sur ce thème, le 12 Mai 2021, cf ce lien : <https://www.madaniya.info/2021/05/14/la-centralite-de-la-palestine-de-retour-dans-la-geopolitique-du-moyen-orient/>

Stephen Walt, professeur de Relations Internationales à Harvard, à la revue Foreign Policy: « Il est temps de mettre fin à la relation spéciale entre Les États-Unis et Israël »

Dans un éditorial intitulé: «Il est temps de mettre un terme à la relation spéciale entre les États-Unis et Israël», Stephen Walt, professeur de Relations Internationales à la prestigieuse université d'Harvard (Boston MA), estime que les États-Unis ont surévalué «la valeur stratégique» d'Israël et que le «soutien inconditionnel» à l'Etat hébreu crée parfois davantage de problèmes à Washington que l'avantage stratégique que ce pays est supposé procurer.

«Le coût de cette relation stratégique va en augmentant et ce coût n'est pas uniquement politique mais également économique», dit-il.

«Lorsque les États-Unis font usage à trois reprises du Droit de veto, en solitaire, au Conseil de sécurité de l'ONU à propos d'un cessez le feu, ils témoignent ainsi, concrètement, du

«Droit d'Israël à se défendre»; un droit qu'ils assortissent par une transaction militaire de l'ordre de 735 millions de dollars.

«Mais, quand parallèlement, les États-Unis se bornent à offrir aux Palestiniens le droit de vivre en liberté et en sécurité», en soutenant «la solution à deux états, –une hypothèse à laquelle peu d'experts donnent crédit– invoquer, dans ce contexte, la supériorité morale des États-Unis devient une formule creuse et mensongère», conclut Stephen Walt, co-auteur avec son collègue universitaire américain, John Mearsheimer d'un remarquable ouvrage sur «Le Lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine» – Éditions La Découverte.

«Le lobby pro israélien et la politique étrangère américaine» est un livre reprenant et prolonge la thèse avancée dans l'article «Le lobby pro-israélien» publié dans le numéro du 23 mars 2006 de la London Review of Books. Selon cette thèse, le soutien matériel et diplomatique considérable fourni par les États-Unis à Israël ne peut suffisamment s'expliquer par des raisons stratégiques ou morales.

Le livre étaye et complète cette thèse en fournissant comme facteur explicatif l'action collective, mais non centralisée, d'un ensemble d'individus œuvrant pour ce qu'ils croient être les intérêts de l'État d'Israël: le lobby pro-israélien, dont des organisations comme l'AIPAC, auraient une puissance considérable sur la politique des États-Unis.

Joe Biden, Anthony Blinken, secrétaire d'état, et Jack Sullivan, conseiller pour la sécurité nationale, font face à de nombreux problèmes de la part de ce petit état du Moyen Orient.

En dépit de cela, les États-Unis s'impliquent dans les crises que cet état provoque pour une large part. Ces crises absorbent beaucoup de temps et éloignent les États-Unis du traitement de problèmes tels que le changement climatique, la Chine, la pandémie du Covid, le retrait d'Afghanistan, la relance économique. «Si les États-Unis entretiennent effectivement des relations spéciales avec Israël, cette relation là doit bénéficier de toute l'attention qu'elle mérite mais pas plus», poursuit-il.

Le soutien inconditionnel à Israël complique dans bien des aspects la politique étrangère américaine en direction du Moyen Orient. Ainsi, à propos du nucléaire iranien et la question cruciale de la limitation de la course aux armements, «les négociations seraient plus faciles à mener et à conclure si les États-Unis n'étaient l'opposition constante du gouvernement de Benjamin Netanyahu, sans parler de la vive opposition du lobby israélien américain».

Encore une fois, les États-Unis doivent avoir de relations spéciales avec l'unique état de la région à disposer d'armes atomiques, si toutefois celui-ci aide Washington à limiter la prolifération atomique.

«Le souci des États-Unis de protéger Israël conduirait Washington à nouer des relations avec des États qui disposent de peu de logique stratégique et de moralité», conclut-il.

L'histoire est témoin: Ce que celui qui fut qualifié de «Plus grand soldat américain vivant», George Marshall, avait prédit, il y a 60 ans, a été confirmé par bon nombre d'émissaires internationaux. A commencer par le Comte Folke Bernadotte qui était favorable à la limitation de l'émigration juive en Palestine.

Le Royaume Uni, pourtant à l'origine de la Promesse Balfour portant création d'un «foyer national juif en Palestine», était réticent à la création d'un État juif, préférant le placement de la Palestine sous la tutelle des Nations Unies. Mais les États-Unis avaient fait pression sur

Londres pour l'inciter à reconnaître l'État juif.

8 - Le rapport de Human Right Watch sur «Israël commet le crime d'apartheid»

La bataille Saif Al Qods, en Mai 2021, a remis en mémoire l'ambiance qui régnait plus tôt, en 2010, lors de la mission dépêchée par le général David Petraeus auprès de l'état-major conjoint américain.

Dans la foulée de cette bataille, Israël a été accusé de commettre des crimes d'apartheid et de se livrer à des «actes terroristes» au sein même du congrès américain, sans susciter de protestations notables.

Le rapport de Human Right Watch sur «Israël commet le crime d'apartheid», cf ce lien: https://www.lemonde.fr/international/article/2021/04/27/kenneth-roth-israel-commet-le-crim-e-d-apartheid-dans-les-territoires_6078225_3210.html

L'opposition de George Marshall à la reconnaissance de jure d'Israël ne constituait pas tant un reflet de son antisémitisme, mais bien le reflet de ses craintes que la création d'Israël n'entraîne l'Amérique à s'impliquer dans la défense d'un pays qui allait épuiser les ressources américaines et les vies américaines.

Pour le locuteur arabophone, cf ce lien : [Al Akhbar 10 Novembre 2021: Le coût d'Israël pour les États-Unis](#)

Le président Harry Truman reconnaît Israël le jour même de sa création, aussi bien pour des raisons électorales que personnelles malgré une opposition d'une partie du Département d'État, en dépit de son sentiment personnel. Des notes de son journal intime révèlent qu'il trouve les juifs «cruels».

L'AIPAC, premier lobby pro-israélien américain, naît en 1951, soit trois ans après la naissance d'Israël. Il est à l'origine appelé Comité Sioniste Américain pour les Affaires Publiques. Contrairement à ce qui prévaut en France, où le lobbyisme est associé à une théorie du complot, le lobbyisme est aux États-Unis institutionnalisé.

Le droit de veto des États-Unis au Conseil de sécurité en faveur d'Israël

Cinquante trois pour cent (53 %) des veto américains ont bloqué une résolution concernant Israël.

La première fois que Washington a utilisé seul le veto a eu lieu, en 1972, pour éviter une résolution censurant Israël. Depuis lors, c'est devenu le plus important utilisateur du veto, principalement contre des résolutions critiquant la politique d'Israël. C'est une cause de friction continuelle entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

Laurent Fabius, ministre socialiste des Affaires étrangères, a proposé lundi 22 octobre 2012, la réforme du recours au Droit de veto au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, préconisant que son usage soit réduit au seul cas où un état détenteur de ce droit était menacé d'une action hostile des instances internationales. Cette proposition a été faite à l'apogée de la guerre de Syrie en vue de limiter le droit de veto exercé par la Russie en faveur de Damas. A l'analyse, le plus capé socialiste de la méritocratie française a cherché, par ce biais, à priver la Russie de son droit de veto en faveur de la Syrie, mais, par ricochet, il privait du

coup Israël de son bouclier diplomatique américain.

Pour aller plus loin sur ce thème, cf ce lien :

<https://www.renenaba.com/la-france-et-la-reforme-du-droit-de-veto-au-conseil-de-securite/>

Depuis la Seconde Guerre mondiale, Israël a été globalement le plus grand bénéficiaire de l'aide étrangère américaine.

L'assistance militaire américaine à Israël depuis 1948 s'est élevée à 142,3 milliards de dollars (hors inflation), selon les estimations du Congressional Research Service. Soit l'équivalent du total cumulé de cinq budgets français annuels de la défense.

En 2016, sous la présidence de Barack Obama, les États Unis et Israël ont conclu un mémorandum prévoyant que cette aide serait, au total, de 38 milliards de dollars de 2019 à 2028. Donald Trump a donné son accord, toujours en cadeau, pour la livraison à l'aviation israélienne de 50 avions de combat F 35, le dernier cri de l'industrie américaine.

Autre preuve de générosité sans frein, une aide à la production en Israël, d'un important transport de troupes de 60 tonnes, considéré comme le blindé américain le plus performant sur le marché mondial. (Le Canard Enchaîné 21 Août 2019 page 3)

En 2019, l'année la plus récente pour laquelle des chiffres complets ont été publiés, Israël était le deuxième plus grand bénéficiaire de l'aide étrangère américaine après l'Afghanistan, selon l'USAID.

L'une des armées les plus avancées au monde bénéficie des fonds lui permettant d'acheter des équipements militaires sophistiqués aux États-Unis.

Les États-Unis supervisent la recherche-développement en armes d'Israël, contribuant au financement d'importants projets de défense israélien comme le char d'assaut Merkava et le chasseur IAI Lavi . Israël participe activement au développement de l'avion de combat Lockheed Martin F 35 Lightning II.

Israël et États-Unis coopèrent dans plusieurs projets de développement de technologie militaire: on peut citer le missile anti-missile Arrow et le système laser Nautilus. Les deux armées mènent conjointement des exercices pour tester leur bonne interopérabilité.

En contrepartie, la Sixième flotte américaine stationne à Haïfa et Israël assure la logistique et la maintenance pour les forces américaines déployées dans la région. Les deux pays mettent également partiellement en commun leurs services de renseignements.

Mieux: Unique puissance atomique du Moyen Orient, Israël, avec l'aide des États Unis, échappe au contrôle de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique, organisme de l'ONU dont le siège est à Vienne, sur l'usage pacifique de l'atome, alors que les pays arabes, notamment l'Égypte, sont frappés d'interdit en ce domaine et que l'Iran, entouré de quatre puissances atomiques (Russie, Pakistan, Inde, Israël), -par ailleurs encerclé par les bases de l'Otan le long du Golfe Persique, de surcroît victime d'une agression caractérisée de la part de l'Irak dans la décennie 1980- est menacé des foudres conjuguées israéliennes et américaines en cas d'accession au seuil nucléaire.



ILLUSTRATION President Harry Truman and Defense Secretary George C. Marshall in 1951. Getty.

La source originale de cet article est madaniya.info

Copyright © René Naba, madaniya.info, 2023

Articles Par : René Naba

A propos :

Journaliste-écrivain, ancien responsable du Monde arabo musulman au service diplomatique de l'AFP, puis conseiller du directeur général de RMC Moyen-Orient, responsable de l'information, membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme et de l'Association d'amitié euro-arabe. Auteur de "L'Arabie saoudite, un royaume des ténèbres" (Goliath), "Du Bognoule au sauvageon, voyage dans l'imaginaire français" (Harmattan), "Hariri, de père en fils, hommes d'affaires, premiers ministres" (Harmattan), "Les révolutions arabes et la malédiction de Camp David" (Bachari), "Média et Démocratie, la captation de l'imaginaire un enjeu du XXI^{ème} siècle" (Goliath). Depuis 2013, il est membre du groupe consultatif de l'Institut Scandinave des Droits de l'Homme (SIHR), dont le siège est à Genève et de l'Association d'amitié euro-arabe. Depuis 2014, il est consultant à l'Institut International pour la Paix, la Justice et les Droits de l'Homme (IIPJDH) dont le siège est à Genève. Depuis le 1^{er} septembre 2014, il est Directeur du site Madaniya.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca